

Brochure n° 3272

Convention collective nationale

IDCC : 1760. – **JARDINERIES ET GRAINETERIES**

ACCORD DU 3 OCTOBRE 2007

RELATIF À L'OBSERVATOIRE PROSPECTIF DES MÉTIERS

NOR : *ASET0850295M*

IDCC : *1760*

Entre :

La fédération nationale des métiers de la jardinerie (FNMJ),

D'une part, et

La fédération commerce, distribution et services CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services
CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération commerce, services, force de vente CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation
FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord s'inscrit dans le cadre conventionnel, légal et réglementaire résultant de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 5 décembre 2003, et notamment son article 7.6, et de la loi du 4 mai 2004 ainsi que de l'avenant du 29 mars 2005 à la convention collective des jardineries et graineteries, lesquels prévoient la création d'observatoires prospectifs des métiers et des qualifications pour accompagner les entreprises dans la définition de leurs politiques de formation et les salariés dans l'élaboration de leurs projets professionnels.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des jardineries et graineteries.

Article 2

Missions et objectifs de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications

L'observatoire prospectif des métiers et des qualifications est un outil au service de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle de la branche.

Il doit accompagner les représentants de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) missionnés par la CPN et les entreprises de la branche professionnelle dans la définition de leurs politiques de formation et les salariés dans l'élaboration de leurs projets professionnels.

Sa vocation est de donner des éléments d'information relatifs aux métiers et aux qualifications de la branche à la CPNEFP, objectifs et actualisés, et d'apporter aux acteurs de la formation professionnelle des éléments de connaissance quant à l'avenir des métiers et des qualifications de la branche.

Pour ce faire, l'observatoire recense, centralise et analyse les informations quantitatives et qualitatives relatives aux champs d'observation dans la branche professionnelle, notamment :

- évolutions économiques et technologiques ;
- devenir de l'emploi ;
- perspectives démographiques ;
- offre de formation initiale et professionnelle.

Ce travail d'analyse débouche sur l'établissement d'un diagnostic quant à l'évolution quantitative et qualitative des indicateurs analysés et sur la construction de scénarii prospectifs.

L'observatoire peut également réaliser ou faire réaliser, par les fédérations d'employeurs ou par des prestataires externes, des enquêtes prospectives sur les besoins à court ou moyen terme des entreprises en termes de qualifications et de formation, ainsi que sur les facteurs économiques et organisationnels susceptibles d'influer sur ces besoins et sur les pratiques de gestion des ressources humaines au sein des entreprises.

Ces travaux, enquêtes et analyses sont conduits sur la base d'un cahier des charges et d'un budget annuel de fonctionnement défini par le comité paritaire de pilotage (CPP) et financé dans la limite prévue par la loi sur les contributions annuelles versées aux OPCA, pour le financement des actions liées aux contrats et périodes de professionnalisation et au droit individuel à la formation.

La compétence de l'observatoire est nationale.

Toutefois, en fonction des priorités de la branche, des analyses pourront être conduites sur un plan local ou européen.

Article 3

Comité paritaire de pilotage

La CPNEFP conduit les travaux de l'observatoire et assure le rôle du comité paritaire de pilotage de la branche, selon l'avenant relatif à la formation professionnelle du 29 mars 2005.

Afin d'optimiser leurs travaux, les membres de la CPNEFP pourront décider d'inviter le responsable de l'observatoire à certaines réunions de la commission.

Article 4

Diffusion des travaux de l'observatoire

Les résultats des analyses menées par l'observatoire, les conclusions et recommandations qu'en tire la CPNEFP sont mis à la disposition de la CPN pour diffusion auprès des chefs d'entreprise, des instances représentatives du personnel et des organismes compétents du secteur d'activité.

Ces travaux peuvent être rendus publics, en tout ou partie, sur décision de la CPN.

Article 5

Financement des travaux de l'observatoire

Le financement de l'observatoire sera assuré sur les fonds mutualisés au titre de la professionnalisation au sein des OPCA, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 6

Assistance technique, humaine, logistique de l'OPCA

Par voie de convention précisant les modalités de mise en œuvre d'une assistance, l'observatoire pourra recourir aux moyens techniques, humains, logistiques mis à disposition par l'OPCA désigné par la branche.

Article 7

Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être révisé par les signataires dans les conditions prévues par l'article L. 132-7 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 132-8 du code du travail.

Article 8

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de sa signature.

Article 9

Communication de l'accord

Les organisations professionnelles signataires s'engagent à informer les structures adhérentes de la signature du présent accord.

Article 10

Dépôt

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt auprès de la direction générale du travail et du conseil de prud'hommes et d'une demande d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 3 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)